



Questions supplémentaires à traiter en matière d'appui au développement du pastoralisme en Afrique subsaharienne

CapEx dans le soutien au développement pastoral

Ann Waters-Bayer, Felix Fellmann, Aida Gareeva, Manuel Flury, Kunow Abdi, Djibril Diani, Yves Guinand, Pascal Rouamba, Mansour Moutari, Février 2016

CapEx au sujet du pastoralisme

Le pastoralisme est pratiqué sur un quart de la surface du globe et fournit une source de nourriture et des moyens de subsistance de millions de personnes, surtout dans les zones qui sont aride ou élevé pour la production fiable de cultures vivrières. Pour la Direction du Développement et la Coopération (DDC) qui travaille dans le Sahel et la Corne de l'Afrique, le pastoralisme est un domaine clé. Ayant reconnu la valeur de l'apprentissage d'expériences dans la coopération au développement entre les pays et les régions, le Sous-Groupe Pastoralisme dans le réseau de la DDC pour l'agriculture et la sécurité alimentaire a entrepris un processus d'apprentissage interne appelé «Capitalisation des expériences dans le soutien du développement pastoral» (CapEx pastoralisme pour faire court). Les membres du Sous-Groupe ont identifié les questions sur lesquelles ils voulaient en apprendre davantage, de manière à être plus efficace dans le soutien au développement des économies et des moyens de subsistance pastoraux. Pendant le processus CapEx, ils ont compilé des informations et des textes sur des sujets choisis formulées. Cet article est l'un d'une série d'articles qui est ressorti de ce processus. Les articles sont essentiellement destinés à la DDC et ses partenaires au niveau national et régional, en particulier en Afrique de l'Ouest et de l'Est, et le personnel de la DDC en Suisse, mais aussi pour d'autres experts du développement et les donateurs engagés dans le développement du pastoralisme.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



Agriculture and Food Security Network

www.sdc-foodsecurity.ch

With family farmers towards a world without hunger

Introduction

Au cours de l'atelier de novembre 2015 tenu, à Isiolo au Kenya, sur la capitalisation des expériences dans l'appui au développement pastoral (CAPEX pastoralisme), les participants issus des bureaux et programmes de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) en Afrique de l'Ouest et de l'Est ont échangé et de discuté de ce qu'ils avaient appris dans le cadre du processus CapEx. Ce fut également une plateforme d'échange d'expériences de l'Asie centrale. Les participants ont aussi soulevé plusieurs questions supplémentaires liées au pastoralisme en Afrique subsaharienne et doivent être abordées par la Direction du développement et de la coopération (DDC) dans la formulation des stratégies et des programmes d'appui au développement pastoral. Ces questions s'ajoutent aux huit thèmes suivants, ayant fait l'objet de préparation de briefs à Isiolo: i) les couloirs de transhumance transfrontaliers en Afrique de l'Ouest; ii) l'utilisation des terres et de l'aménagement du territoire pastoral en Afrique sub-saharienne; iii) l'organisation de la société civile pastorale; iv) les moyens de subsistance alternatifs pour les pasteurs en milieu rural; v) les systèmes d'assurance du bétail; vi) l'accès à des services pastoraux; vii) le maintien de l'infrastructure hydraulique pastorale; et viii) les pratiques prometteuses en appui à la gestion des ressources en eau dans les zones pastorales.

Lors de cet atelier, tandis que les auteurs revoyaient leurs document CapEx, le groupe des «coachs» ont travaillé sur des questions supplémentaires identifiées et sur lesquelles les discussions doivent se poursuivre au sein du groupe CapEx et éventuellement au-delà. Les coachs ont ainsi produit des notes succinctes sur les thèmes supplémentaires que sont:

- A. l'éducation et le développement des compétences
- B. la recherche pour et avec les pasteurs
- C. les mécanismes permettant de gérer des risques au niveau local
- D. la gestion des conflits et la sensibilisation à la gestion des ressources naturelles
- E. les sentinelles et les courtiers en développement
- F. l'agropastoralisme en tant que mode mixte de subsistance
- G. l'analyse des parties prenantes dans le développement pastoral
- H. les infrastructures nécessaires à l'appui des moyens de subsistance des pasteurs.

Dans chaque note succincte, les auteurs ont d'abord exposé la problématique. Ils ont ensuite brièvement énuméré ou décrit les aspects ou éléments connexes devant être pris en considération par les acteurs de la coopération au développement.

A. L'éducation et le développement des compétences

Les communautés pastorales profitent, rarement de manière adéquate, des actions de développement de leurs pays en matière d'éducation et de formation formelle et non formelle. Pourtant cela est important pour doter ces communautés en compétences (alphabétisation et compétences pratiques) pour non seulement les aider à adapter leurs systèmes pastoraux à de nouvelles conditions, mais aussi permettre à certains membres de la communauté de conduire des actions de subsistances additionnelles ou alternatives.

Avant de concevoir des interventions en matière d'éducation, de développement de compétences, et d'alphabétisation dans les zones pastorales, les acteurs de la coopération au développement sont appelés à clarifier trois questions clés: i) l'éducation et la formation au profit de qui ? ii) avec quel contenu? ; et iii) comment s'y prendre ?

La question «pour qui» exige la différenciation entre les types et niveaux d'éducation et de formation destinés aux enfants, aux jeunes, aux adultes et aux personnes âgées de sorte à doter chacun des moyens lui permettant de faire face aux changements. Il faudra prévoir différents types de formation pour les personnes (hommes et femmes) souhaitant quitter le pastoralisme pour se convertir dans d'autres activités subsistance alternatifs, dans d'autres zones géographiques ou dans d'autres secteurs de l'économie dans les zones arides. Pour ceux qui choisissent de rester dans le pastoralisme, l'éducation et la formation fournies doivent intégrer et enrichir les connaissances locales

et apporter de nouvelles idées et compétences pouvant renforcer le pastoralisme. On peut noter celles relatives à des questions juridiques, commerciales, politiques et aux technologies de l'information et de communication (TIC).

Pour ceux qui choisissent de continuer le pastoralisme, il faut prévoir des systèmes mobiles d'alphabétisation et de formation professionnelle, qui conviennent à leur mode de vie. Ces actions d'alphabétisation et de formation peuvent être adaptées aux calendriers d'activités des enfants, des jeunes et des adultes dans les communautés pastorales et peuvent notamment se pencher sur les aspects pratiques directement liées aux activités pastorales ; au lieu de demeurer un enseignement conventionnel en salle comme celui dispensé dans les écoles en zones urbaines.

En ce qui concerne le choix et la conception de la formation professionnelle, il faut veiller à maximiser la participation des femmes et des hommes pastoraux dans le développement de programmes pertinents de sorte à mettre à profit la valeur ajoutée des systèmes pastoraux existants.

– Felix Fellmann

B. Recherche pour et avec les pasteurs

Pour assurer une gestion bien informée de leurs ressources, les éleveurs doivent avoir accès non seulement à leurs sources traditionnelles d'information, mais aussi aux informations issues de recherches scientifiques pertinentes. On peut citer, par exemple, les informations sur les flux d'eau, les tendances climatiques, la santé animale et l'écologie des pâturages. En outre, pour pouvoir mener des campagnes de plaidoyer sur les questions pastorales qui soient fondées sur des preuves, ils doivent avoir accès aux résultats des recherches relatives à la productivité de l'élevage, à la contribution du pastoralisme à l'économie nationale et régionale et à la solidité écologique des systèmes de production pastorale. Les critères d'évaluation des systèmes de productivité doivent être définis par les éleveurs opérant dans un contexte donné et le cas échéant, en collaboration avec des facilitateurs externes. Beaucoup d'informations scientifiques sont disponibles sur le pastoralisme moderne mais elles ne sont pas sous une forme pouvant être exploitée par les communautés pastorales et les organisations d'éleveurs à des fins de gestion des ressources et de dialogue politique.

Le cours intitulé «pastoralisme et les politiques relatives au pastoralisme», conçu par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) et l'Université Tufts constitue un bon exemple qui montre comment les résultats de recherche peuvent directement guider les activités de plaidoyer des pasteurs. Ce cours est destiné aux différents pays d'Afrique de l'Est, au Sahel et au Soudan (www.iied.org/pastoralism-policy-training-addressing-misconceptions-improving-knowledge). Il est conçu pour les leaders des communautés de pasteurs et les décideurs/administrateurs gouvernementaux. Il puise dans la littérature scientifique, le raisonnement relatif aux formes mobiles de pastoralisme tout en utilisant peu d'intrants externes (compilé également par Jode 2009).

Les résultats des recherches actuelles sur le pastoralisme en Afrique sub-saharienne doivent être analysés par les parties prenantes, y compris les pasteurs. Et là où d'importantes lacunes sont identifiées, par exemple en matière d'informations sur les marchés informels du bétail et des produits d'origine animale, des recherches supplémentaires doivent être menées pour fournir une base de données plus solide sur le pastoralisme pour en orienter la planification et le plaidoyer.

Il est aussi important de conduire des analyses sur des résultats de recherche existants et d'initier des recherches supplémentaires sur les conséquences de l'intensification de l'élevage dans les zones arides (par exemple, sur les races plus exigeantes, la résilience aux maladies, le mépris et la négligence de races adaptées localement) et sur la contribution du pastoralisme à l'économie nationale et l'écologie et à la résilience des pasteurs aux risques.

Les pasteurs font leur propre recherche informelle sur des questions qui leur tiennent à cœur. On peut citer, par exemple, les circuits, les prix et les tendances du marché, l'alimentation complémentaire, les nouveaux produits de l'élevage. Il est essentiel de prévoir un soutien pour renforcer les capacités des organisations d'éleveurs, de sorte à ce qu'ils puissent mener leurs propres recherches sur les sujets de leur choix, en analyser les résultats et les rendre disponibles à d'autres éleveurs. Ils pourraient également utiliser les résultats à des fins d'activités de dialogue politique. Les éleveurs pourraient également bénéficier d'un appui approprié par les scientifiques formels, notamment dans la

vulgarisation des résultats de recherches scientifiques pertinentes déjà menées, comme c'est le cas pour la formation sur le pastoralisme et la politique pastorale, mentionnée ci-dessus.

–Ann Waters-Bayer & Felix Fellmann

C. Mécanismes locaux de gestion des risques de catastrophe et climatiques

Les communautés pastorales disposent d'institutions, de mécanismes et de pratiques pour la gestion de la variabilité et les risques auxquels ils font face. Afin de faire face aux catastrophes naturelles telles que les effets (chocs) liés au changement climatique ou de dégradation des ressources et les changements (contraintes) induits par la dynamique politique et économique, les mécanismes de gestion des risques au niveau local doivent être adaptés et intégrés aux nouveaux mécanismes. Les stratégies de gestion des risques comprennent également les attitudes culturelles vis-à-vis les risques. Dans l'analyse de la gestion des risques au niveau local et la conception d'une stratégie de soutien, les acteurs de la coopération au développement doivent intégrer et aborder les éléments suivants:

- des pratiques permettant de diversifier les moyens de subsistance à travers des modes de production et sources de revenus concrets
- des pratiques permettant de modifier les formes d'élevage et d'utilisation des terres ou d'utilisation de nouvelles technologies adaptées
- des pratiques sociales et économiques tels que les prêts entre les membres du clan / de famille ou des options nouvellement introduits tels que les systèmes d'assurance du bétail
- des pratiques visant à atténuer les risques, telles que le reboisement, et soutenir la réhabilitation de la végétation des pâturages et des sols ainsi que diverses façons d'économiser l'énergie
- des pratiques visant à renforcer les capacités d'adaptation, en particulier le développement institutionnel, la gestion des connaissances et de l'information / la communication
- des mécanismes d'alerte rapide/précoce, dont, l'observation, l'évaluation et le partage des informations, à la fois sur la base d'expertise locale (par exemple la phénoménologie) et des méthodes scientifiques
- la réponse aux crises telles par des dispositifs de responsabilisation locale (les «équipes de gestion des risques»), les équipements / outils, réserves (denrées alimentaires pour la consommation humaine et animale, etc.).

En outre, ils devraient envisager ou veiller à ce que:

- la gestion des risques au niveau local soit basée sur l'évaluation participative des risques, y compris les connaissances et l'expérience autochtones et scientifiques;
- la gestion de risques au niveau local prennent compte également des personnes et des groupes vulnérables de la communauté, à travers notamment des approches de mise en place de filets de sécurité tels que l'échange mutuel ou des mécanismes modernes d'assistance sociale par l'Etat à travers les transferts d'argent en espèces, la distribution de bons ou de l'aide en nature;
- la gestion des pâturages et l'utilisation des terres et d'autres plans de gestion des ressources prennent en compte la gestion des risques, par exemple en prenant des dispositions en matière de répartition de terres / ressources en temps de crise (les zones de pâturage en saison sèche);
- la gestion des risques au niveau local – et dans de nombreux cas, au niveau communautaire – est étroitement liée à la gestion des risques au niveau national (souvent appelé système ou mécanisme de gestion des risques de catastrophes) menée par le gouvernement qui en assure l'appui financier et logistique.

–Aida Gareeva & Manuel Flury

D. Gestion des conflits et sensibilisation à la gestion des ressources naturelles (GRN)

Les ressources naturelles dans les zones arides sont utilisées par de multiples parties prenantes, souvent en chevauchement avec des droits coutumiers régissant l'utilisation primaire et secondaire des terres. La concurrence pour les ressources qui se raréfient et, dans de nombreux cas, les frontières floues et la faiblesse des institutions pour régir l'utilisation des ressources conduisent à des

conflits entre différents groupes d'utilisateurs. Bien souvent, des institutions étatiques modernes minent les efforts des institutions coutumières en matière de négociations portant sur l'accès aux ressources naturelles d'une manière souple, en fonction de l'évolution des conditions climatiques d'une année à l'autre. C'est la même chose concernant les efforts consentis par les institutions coutumières dans l'atténuation des conflits et la conciliation des parties en conflit. En ce qui concerne la gouvernance des ressources naturelles, le niveau prioritaire en matière de gestion (inclusive) des conflits est celui local ; dans un bassin versant, un paysage ou dans tout autre contexte de ressources comparables. Dans ce processus, il est essentiel d'impliquer les perspectives régionales ou nationales et associer les acteurs issus de tous ces niveaux. Une attention particulière doit être accordée à la gestion des conflits locaux qui débordent les frontières nationales.

Une stratégie de gestion des conflits devrait, entre autres, porter sur les aspects suivants (cette liste est non-exhaustive et sans ordre particulier) :

- Exploiter, à la fois, les mécanismes et pratiques d'atténuation et de résolution des conflits d'institutions établies par la loi (y compris coutumières) et les nouvelles méthodes de gestion des conflits;
- S'assurer que les mesures de gestion des conflits convenus et établis sont traduits / intégrés dans les plans d'exploitation de ressources (terre, eau et végétation, y compris les arbres) et que, les plans d'exploitation des ressources constituent la base de l'identification de mesures appropriées de gestion des conflits;
- Assurer le renforcement des capacités et compétences de tous les acteurs (y compris les enfants / les jeunes) en analyse des conflits, la médiation, la facilitation et la négociation ; et intégrer ces questions dans les programmes scolaires;
- identifier les bonnes pratiques les plus prometteuses en termes de compétences (médiation, facilitation, négociation) et de pratiques liées à la GRN;
- intégrer des mesures visant à renforcer la sensibilisation sur l'existence et la nature des conflits issus de la GRN et susciter l'engagement à assumer la responsabilité individuelle et collective pour la gestion et la résolution des conflits;
- prendre en compte les parties prenantes / partenaires dans i) l'élaboration des politiques et la formulation des textes juridiques; ii) la recherche pour la production des connaissances à la fois par des experts locaux et par la recherche scientifique; et iii) la coopération au développement pour assurer l'appui technique et financier ;
- Intégrer des méthodes visant à faire appréhender la situation de conflit (« tensions ») ainsi que les forces motrices et acteurs des conflits.

–Aida Gareeva & Manuel Flury

E. Gardiens et courtiers en développement

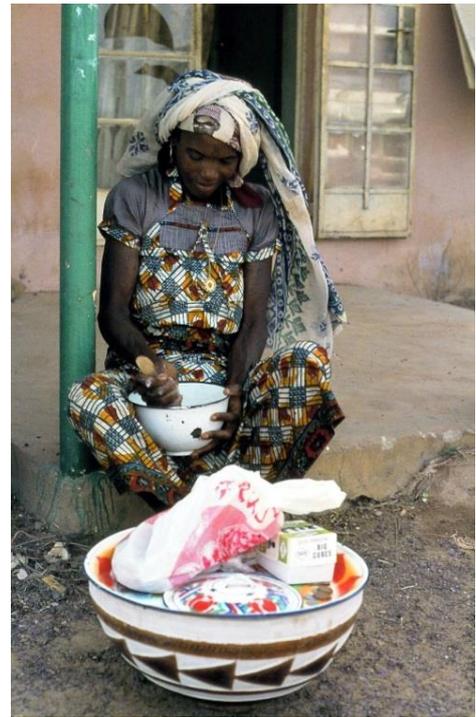
Souvent, les communautés pastorales sont condamnées à l'arrière-plan et ne sont généralement pas consultées sur les décisions de coopération au développement influant sur leur vie quotidienne et leurs moyens de subsistance. Les projets et programmes visant ces communautés sont souvent décidés dans des « conseils d'administration » en l'absence de voix légitimes représentant ces communautés. Les groupes de pasteurs vivant dans des zones arides éloignées ont tendance à être particulièrement loin de ces conseils d'administration. Les courtiers et les groupes de défense issus de la société civile essaient souvent de combler le fossé entre les conseils d'administration et les villages d'éleveurs. Ces courtiers peuvent soit faciliter (ou limiter) l'échange d'informations entre différents groupes ou parties prenantes dans la coopération au développement. Ils peuvent devenir des « gardiens (sentinelles) » qui bloquent ou filtrent l'accès aux acteurs de coopération au développement par les communautés pastorales. Ils peuvent aussi dicter les projets de développement qui sont mis en œuvre et / ou masquer la réalité sur le terrain.

Des programmes de sensibilisation menés par des groupes locaux ayant de grandes capacités de mobilisation locale, peuvent assurer le contrôle de ces tendances. C'est le cas des Garba Tula, constitué par des habitants du comté d'Isiolo du Kenya. Les organisations communautaires ont été habilitées à décider comment bâtir la résilience des populations sur le long terme grâce à des

initiatives locales de prise de décision et de gestion de pâturages. Grâce au Resource Advocacy Programme (RAP), les hommes et les femmes de communautés pastorales ont pris connaissance des dispositions de la nouvelle constitution kényane et sur le rôle que les chartes communautaires peuvent jouer dans la gestion de l'utilisation des ressources naturelles dans le district. Cela les a encouragé à piloter un modèle de régime foncier communautaire. Les institutions traditionnelles chargées de la gestion des pâturages ont été dotées de capacités pour réaliser la cartographie et la planification des parcours, permettant ainsi aux communautés à assurer la gouvernance et le développement des infrastructures hydrauliques (Roba 2014, Tari *et al* 2015).

Dans le cadre de la planification et la mise en œuvre des interventions pour le développement de l'élevage, les acteurs de coopération au développement tels que la DDC doivent:

- prendre conscience de la façon dont les courtiers existants travaillent afin s'assurer que les décisions concernant la coopération au niveau local reflètent un processus inclusif;
- demeurer conscient des évolutions des rôles des courtiers dans le temps, et dans l'évolution des fonctions institutionnelles et des relations de pouvoir;
- faire un usage conscient des aspects positifs de ce courtage pour combler les lacunes en matière d'informations et de communication entre des groupes d'éleveurs, des institutions gouvernementales et des acteurs de coopération au développement.



Femme Fulani vend des produits laitiers dans le nord du Nigeria
(Photo: Wolfgang Bayer)

–Kunow Abdi

F. L'agropastoralisme en tant que mode de subsistance mixte

Nous avons constaté que ce sont les éléments suivants qui motivent le changement / transit vers des systèmes de production agropastoraux mixtes (liste non exhaustive):

- des situations de crise induites par des catastrophes naturelles liées au changement climatique et d'autres tels que les sécheresses fréquentes
- des possibilités telles que la disponibilité des terres irriguées et de nouvelles ressources en eau
- des informations communiquées par des services de conseil ou d'autres sources
- sensibilisation et informations à travers l'éducation et la formation professionnelle
- la disponibilité de moyens d'investissement (économies).

Les différents acteurs concernés par la transition vers l'agropastoralisme ont des perspectives différentes liées à ce changement:

- Gouvernement: sédentariser les communautés mobiles afin d'exercer un contrôle (politique et / ou sécuritaire); bénéficier des terres pour la production commerciale; fournir des services publics spatialement concentrés à des endroits fixes à moindre coût; fournir un meilleur cadre d'affaires pour les opérateurs privés, etc.;
- Experts techniques: intensifier l'utilisation productive des terres, de l'eau, de la biodiversité, par exemple avec la production de fourrage (hiver / saisons sèches); réduire la pression (et de la dégradation) sur les ressources;
- Pasteurs/éleveurs : avoir accès à des services tels que la scolarisation des enfants, services des soins de santé (animale humaine), approvisionnement en eau, énergie, etc., et d'autres équipements modernes; diversifier les revenus comme une réponse à la diminution de la

disponibilité des ressources en terres et en eau; gérer / réduire les risques de catastrophes naturelles comme les sécheresses plus fréquentes; profiter de possibilités de traitement (culture / élevage) des produits et l'accès aux marchés.

Toute transition influe d'une manière importante sur l'organisation interne d'un groupe social, en particulier, le changement de la répartition des tâches entre les hommes, les femmes et les enfants / jeunes. L'expérience montre que cette transition comporte le risque d'accroître la charge de travail pour les femmes (par exemple Fratkin & Roth 2005).

En termes d'action, dans le sens des stratégies ou plans d'action, les activités d'accompagnement suivantes doivent être prises en compte:

- la recherche sur la production et le traitement des cultures (céréales, légumes, fruits, fourrage) dans un contexte agropastoral;
- développement de contenu pour fournir des services de conseil appropriés aux agropasteurs;
- planification en matière d'utilisation de ressources / aménagement des terres en tant que processus inclusif, en vue de garantir l'accès à des terres productives à la fois pour la production agricole et animale et pour fournir une base pour l'attribution et la négociation des droits de propriété / utilisateur;
- fourniture de services sociaux publics et de l'élevage pour les agropasteurs.

– Aida Gareeva & Manuel Flury

G. Analyse des parties prenantes/acteurs dans le développement pastoral

L'analyse des parties prenantes consiste à identifier les différents groupes d'intérêt en fonction de leurs rôles ou positions et les différents niveaux doivent être pris en compte par la coopération. En ce qui concerne l'élevage, l'une des parties prenantes est constituée des décideurs dont les décisions et actions influencent fortement les pratiques pastorales. Vis-à-vis de ces acteurs, la coopération au développement devrait:

- au niveau régional (comme dans la région de la CEDEAO) - encourager les politiques d'intégration régionale qui facilitent les mouvements des pasteurs et des échanges entre les différents pays de la région;
- au niveau national, veiller à ce que le pastoralisme soit pris en compte comme priorité dans les politiques, règlements et planifications relatifs à l'aménagement des terres;
- au niveau local, soutenir la présence et la participation des pasteurs dans les structures de gestion du développement local.

Les pasteurs ne constituent pas un groupe homogène. Ils comprennent des riches avec des troupeaux importants, des personnes plus pauvres avec des petits troupeaux, des éleveurs embauchés et des agropasteurs. Tous ces acteurs sont sûrement en interaction avec les agriculteurs et, ces interactions portent certainement sur des discussions et négociations en matière d'utilisation des ressources par les éleveurs. Selon le type de soutien envisagé, les acteurs de coopération au développement devront faire une analyse détaillée des parties prenantes afin d'être en mesure de cibler leurs interventions et de tenir compte des intérêts des différents groupes d'éleveurs, tout en tenant compte également des intérêts des autres parties prenantes.

Un autre groupe important de parties prenantes dans le développement pastoral est composé des structures de soutien (la coopération au développement, services techniques, ONG, associations). Dans leur rôle d'accompagnement, ils doivent avant tout soutenir la dynamique et les choix des acteurs (surtout ceux des pasteurs) et fournir des outils méthodologiques et des solutions techniques.

Le dernier groupe important de parties prenantes comprend les femmes et les jeunes pasteurs, qui doivent être pris en compte au regard de leur grande contribution aux activités pastorales, ainsi que de leur marginalisation dans l'utilisation des résultats des activités pastorales. A cette fin, il faut réfléchir aux moyens de prendre en compte leurs perspectives et aspirations. Quelle est leur vision vis-à-vis les activités pastorales dans l'avenir?

– Pascal Rouamba & Mansour Moutari

H. Les infrastructures nécessaires pour soutenir les moyens de subsistance des pasteurs

Dans le passé et plus encore aujourd'hui, des infrastructures inadaptées et nuisible à l'environnement dans les zones pastorales ont conduit et peuvent conduire à une dégradation de l'environnement – allant même jusqu'à la désertification. Ces infrastructures rendent la terre inutile à la fois pour les productions végétale et animale. La gestion des risques liés aux infrastructures est essentielle dans de tels environnements écologiquement vulnérables, étant donné que les éleveurs gagnent leur vie des ressources et parcours se trouvant dans les zones arides. Nous avons identifié des possibilités d'améliorer la disponibilité des infrastructures rendant le pastoralisme plus efficace et fournissant aux éleveurs de meilleures possibilités de commercialiser leurs produits et de gagner des revenus plus élevés.

Des infrastructures pour soutenir les éleveurs peuvent être divisés en cinq catégories: i) infrastructures générales de base; ii) couloirs de migration du bétail; iii) accès aux marchés; iv) investissement de la chaîne de valeur locale; et v) infrastructure liée à la production et à la consommation des produits pastoraux.

i) Infrastructures générales de base

Pour les communautés pastorales, il faudrait assurer la disponibilité d'infrastructures générales de base identiques ou similaires (mais adaptées aux zones arides) à celles des autres zones rurales (pour les agriculteurs et d'autres personnes):

- assurer la disponibilité des écoles primaires mobiles pour que les enfants des pasteurs puissent jouir de l'éducation de base;
- assurer la disponibilité des centres (fixes ou mobiles) de santé humaine;
- veiller à construire des routes praticables en tout temps pour relier les pasteurs avec les villes rurales, les marchés et les grands centres urbains;
- construire des centres de formation pour le développement des compétences de base et garantir la présence des apprenants (il s'agit ici d'une question de politique nationale selon que le gouvernement cherche à améliorer ou à éradiquer le pastoralisme);
- assurer la surveillance de la santé humaine et animale pour détecter les maladies.



Ânes transportant de l'eau au Niger (Photo: Wolfgang Bayer)

ii) Couloirs de migration de bétail en Afrique de l'Ouest

Plusieurs projets en infrastructures essentiels doivent être mis en œuvre au niveau des couloirs de transhumance existants en Afrique de l'Ouest afin de permettre aux éleveurs de se déplacer avec moins de contraintes:

- des points d'eau doivent être disponibles à intervalles réguliers le long des corridors de sorte que les animaux puissent atteindre le point d'eau suivant dans les 1–2 jours;
- les couloirs de transhumance doivent être clairement délimités de manière à limiter, autant que possible, les interférences avec les agriculteurs proches;
- des parcs/ points de vaccination des animaux devraient être installés à une distance raisonnable des couloirs;
- les pâturages pour le bétail en transhumance peut être enrichi en semant des graines fourragères le long des couloirs;
- des points de collecte de lait devraient être accessibles le long des couloirs de transhumance, de telle sorte que les éleveurs puissent vendre leur lait de manière régulière.

iii) Accès aux marchés

Les pasteurs ont besoin d'un certain degré d'accès au marché pour les produits importants dont ils ont besoin pour eux-mêmes et pour leurs animaux. Cet accès leur permettra également de vendre leurs animaux et produits d'origine animale :

- Les points de vente pour les médicaments pour bétail doivent être à une distance accessible. Eventuellement, il faudrait envisager la mise en place des magasins mobiles ;
- Les points de vente du bétail devraient être disponibles à proximité des zones de pâturage.

iv) Les investissements de la chaîne de valeur locale

Il conviendrait d'investir dans les filières de l'élevage, de préférence dans les zones pastorales de manière à ce que les éleveurs puissent bénéficier de la valeur ajoutée:

- Les installations d'abattage et de chaînes froides pour le stockage et le transport devrait être disponibles dans les villes rurales les plus proches;
- Les centres de transformation de lait, de viande et de peaux, en produits à plus forte valeur ajoutée et / ou de long durée (yaourt, le fromage et le lait pasteurisé ainsi que des produits traditionnels d'élevage) devraient être disponibles au niveau local dans les zones pastorales. Ainsi, les communautés pastorales pourront gagner au lieu que ce soient les intermédiaires et les commerçants.

v) Infrastructures liées à la production et à la consommation des produits pastoraux

Pour rapprocher la production, la transformation et la consommation de produits de l'élevage en termes de temps ou de lieu, il faudrait :

- bâtir une bonne infrastructure routière reliant les marchés à bétail, abattoirs et les pâturages, les zones de traite, les centrales de traitement laitière, les zones d'élevage et les consommateurs des produits de l'élevage;
- garantir l'hygiène des abattoirs et l'évaluation des produits de l'élevage (viande séchée, produits laitiers, cuirs et peaux) selon les normes raisonnables (voir Roesel & Grace 2014).

–Djibril Diani & Yves Guinand

Références

- Fratkin E & Roth EA (eds). 2005. *As pastoralists settle: social, health, and economic consequences of pastoral sedentarization in Marsabit District, Kenya*. New York: Kluwer Academic Publishers. 280pp.
- Jode H de (ed). 2009. *Modern and mobile: the future of livestock production in Africa's drylands*. London: International Institute for Environment and Development (IIED). 88pp.
- Roesel K & Grace S (eds). 2014. *Food safety and informal markets: animal products in sub-Saharan Africa*. London: Routledge / Earthscan / International Livestock Research Institute (ILRI). 284pp.
- Tari D, King-Okumu C & Jardo I. 2015. *Strengthening local customary institutions: a case study in Isiolo County, Northern Kenya*. Research Paper. Nairobi: National Drought Management Authority (NDMA) / Resource Advocacy Programme (RAP) / IIED. 50pp.
- Roba G. 2014. *Communal governance of rangeland in Northern Kenya*. In: Herrero PM, Davies J & Manzano Maena P (eds), *The governance of rangelands: collective action for sustainable pastoralism* (London: Earthscan / Routledge), pp 181–190.

Remerciements

CapEx pastoralisme est une activité de la Sous-Groupe Pastoralisme du réseau Agriculture et sécurité alimentaire de la DDC. Ce processus d'apprentissage a été coordonné par un groupe restreint comprenant Marc Bloch, Felix Fellmann, Manuel Flury, Pascal Rouamba et Laurence von Schulthess et a été facilitée par Ernst Bolliger et Ann Waters-Bayer. Ce mémoire a été rédigé par les participants à l'atelier CapEx les 9–13 novembre 2015 à Isiolo, Kenya. Éditeur : Ann Waters-Bayer. Mise en page : Martina Hickethier. Publié par le Direction du Développement et de la Coopération (DDC), la Coopération Globale / Programme Global de Sécurité Alimentaire, Berne, 2016. Photo de la couverture : Enseigner les enfants pastoralistes à l'ouest de l'Éthiopie (Photo : Wolfgang Bayer).